

RESIDENCE LAETITIA

CONSTRUCTION DE 40 LOGEMENTS



CCAP

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

« Résidence Laetitia » Réalisation de 40 logements

Marché Privé de travaux

➤ OBJET DU MARCHE :	• Construction de 40 logements
➤ MAÎTRE DE L'OUVRAGE :	•
➤ PHASE :	• PROJET/ DCE
➤ MAÎTRISE D'ŒUVRE :	

Table des matières

Pages

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....

1-1 - Objet du marché - Domicile du titulaire

1-2 - Décomposition en tranches et en lots

1-3 - Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion.....

1-4 - Contrôle des prix de revient

1-5 - Maîtrise d'oeuvre

1-6 - Contrôle technique.....

1-7 - Maîtrise de chantier.....

1-8 - Coordination en matière de sécurité et de santé

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1 - Répartition des paiements.....

3-2 - Tranche (s) conditionnelle (s).....

3-3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement
des comptes - Travaux en régie.....

3-4 - Variation dans les prix

3-5 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

ARTICLE 4 - DELAI (S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES.....

4-1 - Délai (s) d'exécution des travaux

4-2 - Prolongation du délai d'exécution

4-3 - Pénalités pour retard - Primes d'avances.....

Pages

4-4 - Repliement des installations de chantier et Remise en état des lieux.....	
4-5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	
4-6 - Pénalités diverses.....	
<u>ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</u>	
5-1 - Retenue de garantie.....	
5-2 - Avance forfaitaire	
5-3 - Avance facultative	
<u>ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS</u>	
6-1 - Provenance des matériaux et produits	
6-2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	
6-3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	
6-4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	
<u>ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES</u>	
7-1 - Piquetage général.....	
7-2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	
<u>ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</u>	
8-1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	
8-2 - Plan d'exécution - Notes de calculs - Études de détail.....	
8-2bis - Échantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément.....	
8-3 - Mesures d'ordre social - Réglementation du travail.....	
8-4 - Organisation - Sécurité et hygiène des chantiers.....	
8-5 - Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public.....	

Pages

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9-1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-2 - Réception

9-3 - Prise de possession anticipée d'ouvrages ou parties d'ouvrages

9-4 - Mise à disposition d'ouvrages ou parties d'ouvrages

9-5 - Documents fournis après exécution

9-6 - Délais de garantie

9-7 - Garanties particulières

9-8 - Assurances

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

MARCHÉ DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
COMMUN A TOUS LES LOTS**

(C. C. A. P.)

MAITRE DE L'OUVRAGE

OBJET DU MARCHE : Construction de 40 Logements

OPERATION : « résidence Laetitia »

MODE DE DEVOLUTION

Marché d'appel d'offres ouvert passé en application de la norme NFP 03 001

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - Domicile du titulaire

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) concernent :

La construction d'un collectif de deux bâtiments comprenant 40 logements sur un terrain chemin saint antoine sur le territoire de la Ville de Cayenne.

Le maître de l'ouvrage est

Les travaux comprennent :

- **40 logements collectifs répartis sur 2 bâtiments**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiqués dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la:

MAIRIE DE CAYENNE

jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 - Décomposition en tranches et en lots

Les travaux sont prévus en 1 seule tranche cf aux plans de distribution joint au dossier.

Un ordre de service prescrivant de commencer les travaux sera aux titulaires.

Les travaux sont répartis en lots désignés ci-après traités par marchés séparés :

Désignation des lots
1 GROS OEUVRE
2 CHARPENTE - COUVERTURE
3 MENUISERIES EXTERIEURES
4 MENUISERIES BOIS
5 ELECTRICITE COURANTS FAIBLES
6 TELEVISION
7 PLOMBERIE ET SANITAIRES
8 REVETEMENT SOLS ET MURS
9 FERRONNERIE SERRURERIE
10 PEINTURE
11 VRD
12 CLOTURES –ESPACES VERTS

1.3 - Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion

Sans objet

1.4 - Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.5 - Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre est assurée par :

qui sont chargés d'une mission avec projet sans plan EXE (plan EXE à la charge des entreprises) :

1.6 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives à :

L + SH

Est confiée au

1.7 - Maîtrise de chantier

Sans objet.

1.8 - Coordination en matière de sécurité et de santé

Les travaux faisant l'objet de la présente opération sont soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 . la mission de Coordination SPS sera assuré par le coordonnateur Monsieur Guiberteau du Bureau Véritas.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A- Pièces particulières :

- Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles,
- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) et ses annexes éventuelles,
- Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.S.P.S.),
- le planning prévisionnel d'exécution des travaux,
- Le RICT
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et plans,
- Décomposition du prix global forfaitaire,

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2 :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux,
- Cahier des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux Cahiers des Clauses Administratives Spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire.
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES
VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES***3.1 - Répartition des paiements***

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement

{L'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants;
à
{L'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

3.2 - Tranche conditionnelle

Sans objet

3.3 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Travaux en régie**3.3.1 - Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :**

- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1.2 ci-dessus.
- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au 3.3.5 ci-après :

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, il reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son offre :

- pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communications, aux ressources en main d'oeuvre, etc..
- contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du maître d'oeuvre et auprès de tous les services ou autorités compétents.

3.3.2 - Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- par un prix global forfaitaire.

3.3.3 - Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- les projets de décompte sont présentés en 5 exemplaires fin de mois conformément au modèle qui sera remis au titulaire lors de la première réunion de coordination.
- les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1 du C.C.A.G.

Les délais de mandatement des acomptes et du solde sont fixés respectivement à 45 jours et 30 jours.

3.3.4- Approvisionnements

Sans objet.

3.3.5 - Répartition des dépenses communes de chantier

A - Dépenses d'investissement***Nature des dépenses :***

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la 1ère colonne du tableau suivant sont réputées rémunérées par le prix du marché conclu avec l'entrepreneur titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne :

– Établissement du panneau d'affichage réglementaire du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421.7 du Code de l'Urbanisme (les frais concernant le panneau publicitaire avec la liste complète des entreprises et de l'équipe de conception seront répartis au compte prorata)	Titulaire
– Exécution des panneaux de chantier établis en conformité avec le Code du Travail (clôture existante)	Gros oeuvre
– Mise en place bennes à ordures (enlèvement reporté au compte prorata)	Gros oeuvre
– Installations d'éclairage et de signalisation de chantier	d°
– Installations communes de sécurité et d'hygiène	d°
– Installations et gardiennage du bureau mis à disposition du maître d'oeuvre	d°
– Installation du téléphone de chantier (consommation au compte prorata)	d°
– Branchement provisoire d'égout	d°
– évacuation des eaux pluviales reçues par les bâtiments après couverture	d°
– distribution sur chantier des coffrets provisoires d'électricité y compris raccordement	Lot electricité
– distribution provisoire d'eau – compteur de chantier existant	Lot gros oeuvre
– réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement	Lot plomberie

B - Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus au chapitre A. sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent au lot gros oeuvre :

- les charges temporaires de voirie et de police,
- les frais de gardiennage et de fermeture provisoires des bâtiments.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

- chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'oeuvre et le Coordinateur SPS sur proposition de l'entrepreneur titulaire du lot gros oeuvre.
- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.
- l'entrepreneur titulaire du lot gros oeuvre a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques. (Il doit être mis en place des bennes à ordures dont les frais sont à imputer au compte prorata).

C - compte prorata géré par le gros oeuvre

Les dépenses définies ci-après sont portées audébit du compte spécial dit « compte prorata » établi, géré et réglé par le titulaire unique :

- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène;
- consommations d'eau et d'électricité;
- communications téléphoniques non facturées;
- frais de gardiennage;
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité, et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable;
- frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou contournés, dans les cas suivants :
- l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert,
- les défauts de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé,
- la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Suivant la nature des fournitures mises en oeuvre, le titulaire ou le groupement prendra les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux.

Les frais de réparation et de remplacement des éléments centraux d'équipements très spécialisés et particulièrement onéreux restent à la charge des entrepreneurs réalisant ces installations;

- nettoyage de fin de chantier avant réception.

L'entrepreneur titulaire du lot gros oeuvre procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa, mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses en les sous-répartissant entre les entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes finals de leurs marchés.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

3.4 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 - Les prix sont fermes, et non actualisables

3.4.2. - Mois d'établissement des prix du marché (sans objet)

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de Février 2007 ou 1 mois précédent la date de signature portée à l'acte d'engagement notifiée à l'entreprise.

Ce mois est appelé "mois zéro".

3.4.3 - Choix des index de référence (sans objet)

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour l'actualisation ou la révision des prix des travaux faisant l'objet des lots sont :

Index	Définition
BT01	Tous corps d'état

- publié (s) au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux Publics pour l'index B.T.

3.4.4 - Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables (sans objet)

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché ou du lot concerné d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I (d - 3) / I_0$$

Dans laquelle I_0 et $I (d - 3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché ou du lot concerné sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux du lot concerné soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

3.4.6 - Actualisation ou révision provisoire

Lorsqu'une actualisation ou révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Conformément à l'article 11-6 du C.C.A.G., le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

3.4.7 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.5 - Paiement des co-traitants et des sous-traitants

3.5.1- Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du C.C.A.G.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du C.C.A.G.
- le compte à créditer.

3.5.2. - Modalités de paiement direct par virements

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 4 - DELAI (S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**4.1 - Délai (s) d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution du lot Gros œuvre est fixé à 5 mois.

4.1.1. - Calendrier détaillé d'exécution

a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC en concertation avec les entrepreneurs titulaires des différents lots dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages ou groupes d'ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est adressé à ceux-ci par le Maître d'oeuvre par ordre de service.

b) Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

c) Le calendrier initial visé en a, éventuellement modifié comme il est indiqué en b est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

4.2 - Prolongation de (s) délai (s) d'exécution propres aux différents lots

Aucune stipulation particulière.

4.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance**4.3.1. - Pénalités pour retard**

Les dispositions suivantes sont appliquées lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution.

A - Retard sur le délai d'exécution

Il est fait application de la pénalité journalière indiquée au C ci-après.

B - Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque entrepreneur sur le chantier.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'oeuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée au C ci-après :

Cette retenue est transformée en pénalité définitive et recalculée à la valeur de cette dernière, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

. ou l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution

. ou l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

C - Montant des pénalités et retenues journalières prévues au 4.3.1 A) et B) :

Les stipulations du CCAG sont applicables dans leur ensemble, étant entendu que le présent CCAP déroge au CCAG uniquement pour la valeur de la pénalité journalière qui sera égale à 200€ H.T. + 1/3000^e du montant du marché par jour de retard.

Ces valeurs de pénalité et retenue sont applicables à tous les lots.

4.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

4.5 - Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G. doivent être remis au maître d'oeuvre et bureau de contrôle , en 6 exemplaires, aux dates fixées à l'article 9.5 du présent C.C.A.P.

En cas de retard, une retenue est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du C.C.A.G. sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue est fixé à 76 € F H.T. par jour calendaire de retard.

La valeur de la retenue est applicable à tous les lots.

4.6 - Pénalités diverses

4.6.1. - Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'oeuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 76 € H.T.

Coordination SPS - réunion d'inspection commune et coordination : les mêmes pénalités sont encourues par les entreprises pour ce qui concerne la coordination SPS ;

4.6.2 - Retard pour non production de documents pendant l'exécution des travaux

– non fourniture d'échantillons à la date prescrite par le Maître d'oeuvre sur le compte rendu de chantier : 100 € F H.T. par jour calendaire.

- non fourniture des plans de réservation à la date prescrite par le Maître d'oeuvre sur le compte rendu de chantier : 100 € F H.T par jour calendaire.
- non fourniture des documents (P.P.S.P.S...) ou non respect des prescriptions à la date fixée par le coordonnateur Sécurité - Santé sur le compte rendu de réunion coordination sécurité et protection de la santé : 100 € H.T. par jour calendaire.
- non fourniture à la fin du délai de préparation fixé ci-après du panneau chantier avec indication des entreprises titulaires des lots, nature de l'ouvrage, tel qu'indiqué à l'article 3.31 : 76 € F H.T. par jour calendaire.
- non fourniture de documents pendant la période de préparation (fiche enquête planning, etc...) 76 € H.T. par jour calendaire.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie

Par dérogation à l'article 4.2 du C.C.A.G., une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

5.2 - Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire n'est versée au titulaire.

5.3 - Avance facultative

Sans objet.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits.

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces;

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1. - Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6.3.2 - Le maître d'oeuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées.

- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 - Piquetage général

Sans objet.

7.2 - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

ARTICLE 8 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation commune à tous les marchés, qui est comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Sa durée est de 30 jours. (à l'exception du lot Fondations spéciales dont les travaux démarrent dès approbation)

Elle commence à courir à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux pour chacune des tranches.

Il est procédé au cours de cette période, conformément à l'article 28.2 et 3 du CCAG, aux opérations énoncées ci-après :

- élaboration par l'OPC, en concertation avec les entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution visé au chapitre 4.1.1.
- établissement par les entrepreneurs sous la coordination de l'OPC dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.
- fourniture, par les entreprises, des documents énoncées à l'article 29.1 du CCAG.

8.2 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les plans d'exécution, notes de calculs, et études de détails, sont établis par l'entreprise

Tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 1.6 du présent C.C.A.P, celui-ci donnera son avis dans un délai de 5 jours.

Les avis ou prescriptions du contrôleur technique doivent immédiatement être pris en compte par le titulaire dès lors qu'ils relèvent de dispositions opposables à celui-ci.

8.2 Bis - Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément

Les maîtres d'oeuvre et bureaux de contrôle indiquent aux entreprises leurs besoins.

Le maître d'oeuvre fixe les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément. Les matériaux et matériels ne pourront être mis en place qu'après accord du maître d'oeuvre et du bureau de contrôle.

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

8.4. - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire :

- Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Il doit par ailleurs donner suite aux consignes formulées par le coordonnateur S.P.S., en phase préparatoire et réalisation, dans les conditions fixées par le document visé à l'article 2 du présent C.C.A.P.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur S.P.S. se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier, en cas de danger grave imminent et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaire.

- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

- Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel, leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

8.5 - Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

ARTICLE 9 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Selon indication CCTP

9.2 - Réception

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. :

- la réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

- l'entrepreneur titulaire du lot n° est chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Postérieurement à cet avis la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G. Les réserves éventuelles formulées lors de la réception devront être levées dans le délai de 8 jours à compter du jour des opérations préalables. En cas de défaillance d'un entrepreneur, le Maître d'ouvrage fera exécuter les travaux nécessaires par l'entreprise de son choix aux frais de l'entrepreneur défaillant.

9.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Aucune stipulation particulière.

9.4 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Sans objet.

9.5 - Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière.

Les notices de fonctionnement et essais COPREC devront être remis au Maître d'oeuvre et bureau de contrôle au plus tard 5 jours avant les opérations préalables à la réception.

Le dossier D.O.E., établi en 4 exemplaires, sera remis au Maître d'oeuvre dans le délai de trois semaines à compter de la réception des travaux.

9.6 - Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

9.7 - Garanties particulières

Sans objet

9.8 - Assurances

L'entrepreneur, ainsi que les co-traitants, doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.

Ces documents sont à joindre au dossier de marché lors de l'appel d'offres.

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) C.C.A.G.

C.C.A.P. 5-1 déroge à l'article 4.2

C.C.A.P. 9-2 déroge aux articles 41.1 à 41.3

C.C.A.P articles 4-3, 4-4, 4-5, 4-6 dérogent à l'article 20 du C.C.A.G.

Article 9-8 déroge à l'article 3.11 du C.C.A.G.

b) C.C.T.G. et C.P.C. travaux publics

Néant

c) Normes françaises homologuées

Néant

Dressé par

Le Maître d'oeuvre

